

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY – CALLIXTE
DUJARDIN – LOUIS DOUCET – CAMILLE ESCUDE-JOFFRES –
TANGUY SANDRE – ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE –
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



CEARC
Cultures • Environnements
Arctique • Représentations • Climat



FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



AIRBUS

Analyse de données satellitaires



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	4
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE	6
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	8
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	10
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE.....	12
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....	13

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Michael Delaunay (CEARC)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Callixte Dujardin (FRS), Louis Doucet (FRS), avec Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Callixte Dujardin (FRS), Louis Doucet (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, les agences fédérales américaines continuent de cibler les infrastructures de production d'énergie russes dans l'Arctique, directement et indirectement, au travers des mécanismes de sanctions. Le département du Trésor américain a ajouté sur la liste des sanctions les futurs projets de production de gaz naturel Obsky LNG, Arctic LNG 1 et Arctic LNG 3. Aucun des projets répertoriés n'est en construction, mais ils sont considérés comme des éléments cruciaux de la future production russe de gaz naturel dans l'Arctique. Mais c'est aussi l'entreprise russe Yamalдорstroy, qui fabrique des oléoducs pour le compte du projet Vostok Oil de Rosneft, qui est ciblée. La liste des sanctions mise à jour vise également Sovcomflot, la plus grande compagnie maritime russe, et sa construction de 4 méthaniers pour l'Arctic LNG 2. Les navires sont construits par le chantier Zvezda et sont désormais confrontés à un sort de plus en plus incertain. Récemment, Novatek [déplaçait jusqu'à 400 de ses ingénieurs et ouvriers](#) du projet Arctic LNG 2 vers le chantier de Zvezda dans le but d'accélérer l'achèvement des navires. Le *SSK Zvezda* [est](#) sous sanctions américaines depuis le 23 février 2024. Un mois après que les États-Unis ont placé l'opérateur maritime singapourien Red Box sur leur liste d'entités sanctionnées pour son rôle dans le transport de grands modules destinés à la construction de projets russes de gaz naturel liquéfié, le PDG de l'entreprise a démissionné ([The BarentsObserver.com](#), 14 juin 2024 ; [HighNorthNews.com](#), 18 juin 2024 ; [HighNorthNews.com](#), 21 juin 2024 ; [LeMarin.fr](#), 24 juin 2024 ; [Ec.europa.eu](#), 24 juin 2024 ; [gCaptain.com](#), 24 juin 2024 ; [gCaptain.com](#), 24 juin 2024).

De plus, le chantier naval chinois travaillant lui aussi à la construction d'Arctic LNG 2, Penglai Jutal Offshore Engineering Heavy Industries, est ajouté à la liste des entreprises sous sanction ([gCaptain](#), 13 juin 2024). Le but est de « *limit Russia's future energy revenues and impede Russia's development of future energy projects* » selon le département du Trésor américain ([The Barents Observer](#), 14 juin). De nombreuses entreprises travaillant à la construction des projets d'énergie dans l'Arctique russe source de revenus importants pour la Russie ont été ajoutées à la liste des entreprises sanctionnées. La longue liste est disponible ici ([Département du trésor](#) ; [Département d'État](#), 12 juin 2024). Effet sans doute incident des sanctions, le **groupe chinois Wisconsin New Energies a annoncé qu'il suspendait toute collaboration avec la Russie en se séparant de sa division offshore et marine Zhoushan Wison Offshore & Marine**. L'entreprise a été un contributeur clé au projet Arctic LNG 2 de Novatek. Cette décision pourrait être une tentative de se protéger de futures sanctions, quelques jours après qu'un autre chantier chinois a été placé sous sanctions par les États-Unis. C'est ici que les modules des projets de Novatek ont été assemblés ([HighNorthNews.com](#), 24 juin 2024 ; [Portnews.ru](#), 28 juin 2024).

Le **Canada** a bloqué pour la première fois une vente de terres rares à une entreprise basée en Chine. Le gouvernement fédéral n'exclut pas d'intervenir à nouveau afin de « *restreindre les investissements chinois dans le secteur minier canadien* », Ottawa considérant que les métaux rares relèvent de la sécurité nationale et qu'ils constituent un élément déterminant de sa stratégie de décarbonation ([Regard sur l'Arctique](#), 19 juin 2024).

Par ailleurs, un consortium de communautés autochtones souhaite acquérir la totalité de la compagnie de télécommunications Northwestel, une filiale de Bell, pour un milliard de dollars. Ce consortium, appelé Sixty North Unity, est mené par Tiffany Eckert-Maret, au Yukon, Darrell Beaulieu, aux Territoires du Nord-Ouest, et David Omilgoitok, au Nunavut. Il permettra de recruter du personnel du Nord, proche des communautés et donc plus à même de pouvoir gérer les pannes rapidement ([Radio Canada](#), 11 juin 2024).

Au Yukon, la côte située au Nord-est est désormais sous la responsabilité et la gestion des Inuvialuit. Traditionnellement utilisée pour la chasse au caribou, cette zone abrite notamment les hordes de caribous Porcupine. Cette zone, appelée "Aullaviat/Anguniarvik" termes Inuvialuktun qui signifie « *Là où la vie sauvage et les humains voyagent, un lieu de chasse* » couvre plus de 850 000 hectares et correspond à environ 1.8 pour cent du territoire du Yukon ([Eye on the Arctic](#), 19 juin 2024).

À l'occasion de sa récente visite à Ottawa, le ministre de la Défense **allemand**, Boris Pistorius, a transmis une lettre cosignée par son homologue **norvégien**, Bjørn Arild Gram, à **Bill Blair**. Cette lettre proposait un **partenariat tripartite de défense et de sécurité couvrant l'Atlantique Nord et l'Arctique**. Le Canada a également été invité à rejoindre leur programme d'acquisition de six sous-marins (deux pour l'Allemagne, quatre pour la Norvège) ([CBC News](#), 20 juin 2024).

Au **Groenland**, le gouvernement souhaite pérenniser l'indemnisation des pertes économiques liées aux changements climatiques ([Sermitsiaq](#), 12 juin 2024), dont ont bénéficié des chasseurs de plusieurs communautés pour la première fois en décembre dernier (cf. bulletin n°10).

Par ailleurs, la Commission européenne a nommé Simon Bojsen-Møller, un fonctionnaire européen expérimenté, à la tête du **nouveau bureau de l'UE à Nuuk** ([Sermitsiaq](#), 6 juin 2024). Il sera notamment chargé du développement du partenariat stratégique pour le développement de chaînes de valeur pour les matières premières.

À ce sujet, la société minière Critical Metals Corporation a signé un accord pour acquérir une participation majoritaire dans le projet de mine de terres rares Tanbreez dans le sud du Groenland, l'un des plus grands gisements de terres rares connus au monde ([High North News](#), 11 juin 2024).

Après trois ans de discussions, le 20 juin dernier, le Groenland est officiellement entré dans l'Accord de Paris ; comme les îles Féroé, le Groenland fera donc partie de la délégation du Royaume du Danemark aux Conférence des Parties sur le Climat de l'ONU ([Sermitsiaq](#), 19 juin 2024).

Concernant la gestion et la protection de l'océan Arctique, Oceans North Kalaallit Nunaat (ONKN) et l'Inuit Circumpolar Council Greenland (ICC) ont conclu un accord de coopération marquant un partenariat visant à promouvoir la participation de l'ICC Groenland dans les instances internationales ([Sermitsiaq](#), 7 juin 2024). Ilisimatusarfik, l'Université du Groenland, lance une licence en biologie ancrée culturellement dans la société groenlandaise. Aviâja Lyberth Hauptmann, la responsable du programme, justifie une approche décloisonnée des savoirs : « *Nous avons la nature juste devant notre porte, et nous avons les gens dans notre société qui ont des connaissances passionnantes et importantes sur la biologie que nous pouvons intégrer. Pour nous, il est important que les étudiants apprennent à la fois des chasseurs et des professeurs* » ([Sermitsiaq](#), 9 juin 2024).

Enfin, à Nuuk, des manifestantes et manifestants ont exhorté le gouvernement à soutenir la Palestine, tout comme il avait montré son soutien à l'Ukraine ([Sermitsiaq](#), 12 juin 2024).

En **Islande**, un nouveau volcan est entré en éruption le 29 mai aux alentours de Grindavík, précédé de 400 tremblements de terre, la cinquième depuis décembre 2023. C'est près de Svartsengi que l'éruption a eu lieu, non loin d'une centrale géothermique qui fournit en eau et en électricité pas moins de 30 000 habitants de la région. Des murs ont été érigés autour de la centrale pour la protéger des coulées de lave. Une technique qui n'avait pas été utilisée depuis 1973 en Islande a été appliquée, à savoir le refroidissement de la lave au moyen d'équipements spécifiques et avec l'aide des pompiers, ce qui mobilise des moyens civils et gouvernementaux conséquents. Cette nouvelle éruption a d'ailleurs provoqué une pollution de l'air aux particules fines ainsi qu'au dioxyde de soufre jusque dans la capitale Reykjavik ([Regard sur l'Arctique](#), 29 mai 2024 ; [Iceland Review](#), 19 juin 2024 ; [RUV](#), 11 juin 2024 ; [RUV](#), 29 mai 2024).

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche Bjarkey Olsen Gunnarsdóttir a donné l'autorisation à l'entreprise Hvalur hf., la dernière à le faire, de chasser à nouveau des baleines uniquement pour la saison 2024, les licences étant d'habitude données pour plusieurs années. Ce ministre écologiste était obligé par la loi d'ouvrir la chasse à la baleine, mais il l'a fait tardivement, si bien que Kristján Loftsson, le patron de l'entreprise Hvalur hf., a annoncé qu'il était trop tard pour lui pour se préparer pour la saison qui habituellement démarre en juin, et qu'il ne mènera donc pas de campagne de pêche à la baleine cette saison. Cette pratique qui semble très marginale économiquement pour le pays est de moins en moins acceptée à l'international mais également au sein de la population islandaise, notamment du fait de la réaction internationale et de la souffrance des baleines qui peuvent agoniser plusieurs heures après avoir été harponnées. Certains politiciens envisagent même de l'interdire par le vote d'une loi ([Iceland Review](#), 6 juin 2024 ; [Gouvernement islandais](#), [Iceland Review](#), [The Guardian](#), 11 juin 2024 ; [Regard sur l'Arctique](#), 12 juin 2024 ; [Iceland Review](#), 16 juin 2024).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Svalbard : Oslo souhaite renforcer son contrôle sur l'archipel

À la fin du mois de mai, le gouvernement norvégien a présenté un nouveau livre blanc sur le Svalbard auprès du *Storting* (Parlement norvégien). Parmi les tendances fortes de ce document stratégique, les autorités norvégiennes indiquent un renforcement du contrôle sur l'archipel. Ainsi, selon la ministre de la Justice et de la Sécurité publique Emilie Enger Mehl,

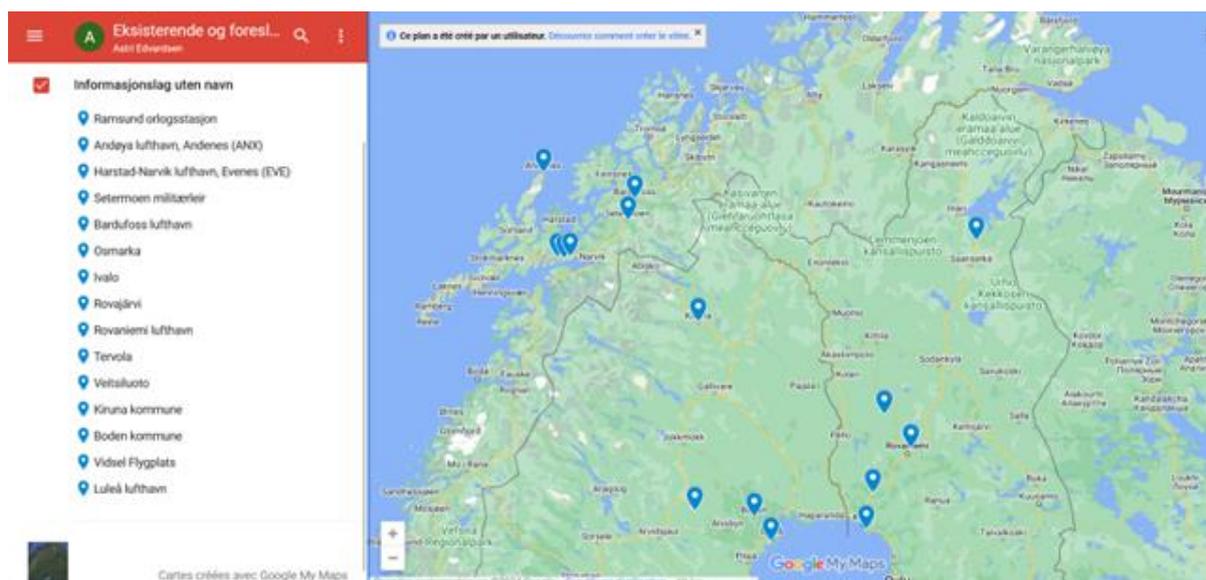
un contrôle sur le Svalbard implique que « *les infrastructures critiques locales à Longyearbyen relèvent dans une plus large mesure de la responsabilité nationale* ». Le gouvernement norvégien fait également des changements qui sont intervenus depuis la publication du dernier livre blanc en 2016, en particulier une évolution démographique notable avec une augmentation sensible de la population.

En raison des effets accélérés du changement climatique, l'accroissement des activités de tourisme, de recherche et d'éducation est devenu la principale motivation pour une installation sur l'archipel. Pour la délégation arctique de l'association des entreprises norvégiennes (NHO), l'annonce gouvernementale concernant une implication accrue de l'État en matière d'infrastructures critiques est perçue positivement. En effet, le développement économique du Svalbard doit être garanti en partie par des investissements publics au niveau des infrastructures clés sur l'archipel (communication, énergie et logement) ([Livre blanc sur le Svalbard](#), mai 2024 ; [Communiqué de presse du ministère de la Justice et de la Sécurité publique norvégien](#), 31 mai 2024 ; [Communiqué de l'association des entreprises norvégiennes](#), 7 juin 2024).

Nordiques : planification d'une politique de défense commune à long-terme, et renforcement de la coopération militaire avec les États-Unis

Au cours d'un sommet réunissant les chefs de gouvernement finlandais, norvégien et suédois à Bodø (Norvège), les trois dirigeants se sont engagés à former un corridor de transport dans leur espace septentrional commun. Cet engagement intervient après l'intégration officielle de la Finlande et de la Suède au sein de l'Alliance Atlantique. Au-delà des aspects techniques qui permettront un transfert rapide du matériel et du personnel militaire depuis la Norvège vers les pays voisins, l'objectif est la définition d'une approche politique commune entre les trois pays de la région de Barents. Selon le Premier ministre suédois Ulf Kristersson, les pays nordiques doivent « *relier la géographie à un degré plus élevé qu'auparavant* » dans une logique horizontale (ouest-est et vice-versa) facilitant une mobilité militaire rapide et fluide. De même, les services de renseignement norvégiens recommandent au gouvernement norvégien de faciliter cette coopération. Parallèlement, l'approbation du Parlement norvégien de donner à l'armée étatsunienne l'autorisation de se déployer dans de nouvelles zones militaires dans le nord du pays confirme cette trajectoire vers un espace sécuritaire homogène ([Communiqué du gouvernement norvégien](#), 20 juin 2024 ; [High North News](#), [31 mai](#) ; [26 juin 2024](#)).

La coopération militaire entre les États-Unis et les pays nordiques, et notamment dans l'Arctique, se renforce à nouveau. Les Parlements norvégien et suédois ont ratifié la mise à jour des accords de défense *Defence Cooperation Agreement* (DCA) norvégien et le nouvel accord de défense également sous régime DCA suédois. Ces accords permettent l'accès à 17 bases en Suède (4 dans le Nord), 15 en Finlande (5 dans le Nord) et 15 en Norvège (dont 6 dans le Nord), soit 47 bases, dont 15 dans le Nord comme on peut le voir sur la carte ci-dessous ([High North News](#), 31 mai 2024 ; [Le Monde](#), 19 juin 2024, [Source de la carte](#)).



Finlande : des régions face aux nouvelles réalités géopolitiques

L'espace septentrional et oriental de la Finlande est confronté à de nouvelles réalités géopolitiques suite à l'invasion à grande échelle de la Russie en Ukraine, et l'intégration du pays au sein de l'Alliance Atlantique. Pour illustrer cette nouvelle situation, l'augmentation des activités de brouillage des systèmes GPS de la part de la Russie perturbe le trafic aérien du pays. Ainsi, début juin, un vol domestique de la compagnie Finnair, en provenance d'Helsinki, n'a pas pu atterrir à Joensuu, capitale régionale de la Carélie du Nord, en raison des interférences GPS, et dû retourner en direction de l'aéroport de la capitale finlandaise.

Plus largement, ce nouveau contexte amène les autorités finlandaises à repenser le développement économique de régions qui se retrouvent en première ligne dans la confrontation entre l'OTAN et la Russie. Malgré ces tensions sécuritaires (voir Bulletins n° 10 et n° 16), le gouvernement finlandais entend maintenir la vitalité économique de ces espaces orientaux et septentrionaux. Pour cela, un programme contenant des propositions pour renforcer leur attractivité doit être finalisé d'ici la fin de l'année 2024. Parmi les mesures envisagées, le soutien aux projets économiques en lien avec le développement durable dans les domaines du tourisme et de l'énergie ainsi que le renforcement de la sécurité et des plans de préparation sont considérés comme prioritaires ([High North News](#), 6 juin 2024 ; [thebarentsobserver](#), 11 juin 2024).

Russie : Norilsk Nickel veut protéger ses sites industriels contre les drones

Le groupe minier russe Norilsk Nickel entend renforcer la protection de ses sites de production dans la ville de Monchegorsk, située dans l'oblast de Mourmansk. Par le biais de la publication d'un appel d'offres, le groupe industriel souhaite la construction d'un système de protection pour ses infrastructures qu'elle juge critique, dont les réservoirs de stockage de carburant. Cette initiative intervient à un moment où les attaques de drones ukrainiens se multiplient dans des zones très éloignées de la ligne de front au sein du territoire russe (en avril, un drone a frappé une usine dans la ville de Kazan au Tatarstan, située à plus de 1 000 km de la frontière ukrainienne). Au nombre total de six, ces futurs systèmes, conçus à partir de boucliers métalliques, doivent être « *capables de faire face à d'éventuelles attaques cinétiques provenant de n'importe quel objet* ». Or, le site industriel de Monchegorsk est stratégique puisqu'il permet au groupe de raffiner plus de 165 000 tonnes de nickel par an ([thebarentsobserver](#), 25 juin 2024).

États observateurs et Union européenne

L'Inde réaffirme ses ambitions polaires à l'occasion de la 46^e Réunion Consultative du Traité de l'Antarctique (RCTA) à Kochi

La 46^{ème} Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (RCTA) s'est tenue du 20 au 30 mai à Kochi en Inde, organisée par le Centre national de recherche polaire et océanique à Goa par le biais du ministère des Sciences de la Terre (MoES) indien. Parmi les différents points abordés, la gestion du tourisme a occupé une place centrale dans les discussions et abouti à l'adoption d'un cadre pour la régulation avec la mise sur pied d'un groupe de travail dédié à cet enjeu ([RCTA 46 – CEP 26 \(ats.aq\)](#)). Les parties ont souligné la nécessité de cette régulation alors que les activités touristiques dans le sud du continent augmentent significativement ces dernières années ([Rapports finaux \(ats.aq\)](#)). Pour l'année 2022-2023, [IAATO](#) comptabilise 71 346 passagers ayant effectué un débarquement en Antarctique contre 44 600 pour l'année 2018-2019 ainsi que 32 730 passagers de croisières uniquement, contre 10 889 en 2018-2019. Le nombre d'excursions est passé de 360 en 2018-2019 à 540 en 2022-2023. L'Inde a annoncé la création de sa nouvelle base de recherche permanente Maitri-II à l'est du continent antarctique. Par ailleurs, des discussions ont été menées concernant la demande du Canada et de la Biélorussie d'obtenir un statut consultatif mais aucun consensus n'a été trouvé. [L'Inde a exhorté davantage de pays à adhérer au Traité pour protéger l'Antarctique](#), alors que l'Arabie Saoudite vient de rejoindre les 56 pays présents à Kochi.

Cependant, la 46^e RCTA fait l'objet de critiques car certains sujets sensibles n'ont pas été traités. En effet, alors que le Traité sur l'Antarctique impose la protection de l'environnement, les technologies utilisées dans l'exploitation des hydrocarbures et des minéraux se développent. [Le Royaume-Uni était chargé d'exiger lors de la RCTA de la Russie une plus grande trans-](#)

[parence sur ses activités sismiques en Antarctique](#) qui n'ont pas été qualifiées d'exploitation mais seulement de prospection. Cependant, elles ne relèvent déjà plus uniquement de la recherche scientifique, qui est pourtant la seule activité autorisée par le Système du Traité sur l'Antarctique (STA). De même, les sujets des eaux grises et des micro-plastiques, associés au développement du tourisme en Antarctique, n'ont pas fait l'objet de discussions quant à leur réglementation. De nombreux acteurs soulignent enfin le manque de moyens consacrés à la mise en œuvre des objectifs. Par exemple, les ONG soulignent depuis longtemps la nécessité de faire face à l'enjeu du tourisme antarctique de masse mais sa régulation a été retardée ([Polar Journal](#), 24 mai 2024).

L'organisation en Inde de la RCTA s'inscrit dans sa stratégie d'affirmation de ses positionnements dans la communauté géopolitique, se traduisant par l'accueil en Inde de discussions intergouvernementales. En l'espèce, **il s'agit de renforcer la légitimité polaire de l'Inde, et la 46^{ème} RCTA est l'occasion pour elle de mettre en application sa politique polaire.** L'Inde dispose aujourd'hui d'une station au Svalbard, trois en Antarctique et dans l'Himalaya qu'elle considère comme le « troisième pôle » et y mène des programmes polaires croisés. Cela se traduit par exemple par l'observation des glaciers arctiques pour les comparer ensuite avec ceux de l'Himalaya. En Arctique, l'Inde associe les études du changement climatique à ses impacts sur son économie ([The Arctic Institute](#), 9 janvier 2024) qui dépend largement des moissons. Il est nécessaire de saisir l'évolution de la fonte des glaciers en zone arctique pour étudier la levée du niveau de la mer et son impact sur la sécurité économique indienne, de même que l'effet de l'augmentation des températures sur sa sécurité alimentaire. Les activités de recherche ont ainsi été renforcées dans la base de Himadri au Svalbard autour de l'étude atmosphérique et la surveillance de long terme de la dynamique des fjords. Cette capacité de recherche indienne donne lieu à une coopération avec les États polaires avec par exemple un accord signé entre le Centre national de recherche polaire et océanique de Goa (NCPOR) et l'Institut polaire norvégien (NPI) au sujet des sciences et opérations polaires autour du retrait des glaces polaires, de la compréhension du changement climatique polaire et son impact sur les systèmes météorologiques tropicaux ([Times of India](#), 4 juin 2024).

Bénéficiaire d'une plus grande accessibilité en Arctique est un atout pour l'Inde afin de sécuriser son approvisionnement énergétique. Alors que les réunions du Conseil de l'Arctique sont suspendues, la Russie se tourne vers les BRICS pour mettre en place des projets dans différents domaines (hydrocarbures, développement des infrastructures, connectivité, secteur du bois et exploitation minière), ce dont l'Inde souhaite tirer profit ([Infobrics](#), 15 juin 2024). Cette politique s'inscrit dans l'idéologie dite "Aatmanirbhar Bharat" ou « Inde autonome », développée par Narendra Modi qui se traduit par des plans de développement économique afin de renforcer la compétitivité et la résilience du pays. L'objectif est de soutenir une main d'œuvre indienne experte pour améliorer sa compréhension de l'Arctique dans des sujets tels que l'économie bleue, les minéraux, la prospection pétrolière et gazière et le tourisme.

L'Arctique est ainsi le lieu de [la remise en question de la politique indienne traditionnelle de non-alignement](#) car elle est contrainte de choisir ses partenaires dans le cadre de son activité arctique. En s'associant à la Russie, elle soutient de même les projets chinois de développement des routes polaires qui représentent pour elle un potentiel de gains économiques de long terme. Au contraire, si elle s'inscrit aux côtés des pays occidentaux, elle perd l'accès aux ressources sous contrôle russe qui motive en partie sa présence en Arctique. Enfin, si elle tente de maintenir une politique de non-alignement, elle ne restera qu'un acteur de peu d'influence dans cet espace.

Compte-rendu du EU Arctic Forum, 14-15 mai, Bruxelles

Les 14 et 15 mai s'est tenu à Bruxelles le *EU Arctic Forum* suivi du *Indigenous People's Dialogue* organisés par l'Union européenne (UE) depuis 2017 de manière annuelle, en alternance entre Bruxelles et l'Arctique européen ([Commission, mai 2024](#)). La dernière édition de ces deux événements joints s'était tenue à Nuuk, Groenland en février 2023 (voir bulletin 37).

Parmi les changements par rapport aux éditions précédentes, on peut noter une plus grande place accordée aux représentants autochtones pendant les deux jours de la conférence, et non plus seulement pendant le deuxième jour spécifiquement dédié aux questions autochtones. Par ailleurs, cette année, il y a eu l'addition d'une demi-journée consacrée à la jeunesse arctique en coopération avec WWF Suède. Une vingtaine de jeunes sélectionnés ont présenté des conclusions et propositions de politiques arctiques que l'UE pourrait adopter. Cela fait écho à l'un des thèmes du programme de la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique dédié à la jeunesse et qui avait également organisé un événement similaire à *Arctic Frontiers* en janvier 2024 ([Conseil de l'Arctique, 2024](#)). On pouvait aussi noter moins de personnalités de haut niveau par rapport aux éditions de 2021 et 2023, aucun ministre d'État membre n'étant présent et seule la Commissaire Urpilainen est intervenue à la place du Commissaire Sinkevicius dont la DG MARE co-coordonne la politique arctique de l'UE avec le SEAE.

Durant le premier panel rassemblant les ambassadeurs de tous les États membres arctiques ou Observateurs au Conseil de l'Arctique (à la notable exception de la France), une claire division est apparue. **Les États non arctiques ont tous plaidé pour un accroissement du rôle des Observateurs et le retour de discussions dédiées à l'Arctique au sein du Conseil européen.** En effet les questions arctiques sont traitées au sein du COEST qui est le groupe du Conseil dédié à la Russie et au partenariat oriental. **Depuis la guerre en Ukraine, les questions arctiques ont donc été éclipsées.** Sans proposer la création d'un groupe spécifiquement arctique ou polaire qui créerait trop de tensions entre États membres, l'ambassadeur italien a proposé que les représentants des États membres intéressés par l'Arctique se réunissent trimestriellement autour d'un « déjeuner arctique » par exemple. Les représentants du Danemark, de la Suède et de la Finlande ont quant à eux réaffirmé leur position privilégiée en Arctique et dans la gouvernance de la région, et leur légitimité supérieure sur ces questions au sein de l'UE.

La prochaine édition du *EU Arctic Forum* se tiendra à Kittilä en Finlande en juin 2025.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Réunion des Observateurs du Conseil de l'Arctique en format Varsovie, 6 juin 2024, Varsovie

Le 6 juin, la Pologne a organisé une deuxième réunion en format Varsovie sous la présidence norvégienne du CA (voir bulletin octobre ou novembre 2023 pour CR du premier). Les États observateurs et l'UE ont discuté des points suivants : la nécessité d'une plus grande inclusion des Observateurs dans les questions urgentes mais aussi cruciales sur le long-terme comme les incendies de forêt et la fonte des glaciers qu'aucun État ou communauté ne peut résoudre seul. La coopération avec les observateurs est apparue comme un point crucial avec la nécessité d'une meilleure reconnaissance et inclusion des observateurs non étatiques. Ainsi, une approche plus globale de l'implication de tous les acteurs de la famille du Conseil de l'Arctique a été soulignée comme nécessaire pour traiter les problèmes de la région de manière holistique et efficace, et pour garantir une meilleure coopération entre tous les organes et acteurs.

Par ailleurs, dans un [entretien](#) (*Arctic Council*, 24 juin), publié sur le site du CA, l'ambassadeur polonais pour l'Arctique offre d'intéressantes réflexions sur l'évolution du format dans un contexte géopolitique changeant : « *Nous avons eu le sentiment que la suspension des réunions plénières des SAO, auxquelles les observateurs participent, a eu un impact sur les échanges entre les observateurs et la présidence. Notre besoin d'un espace d'échange s'est donc accru, ce qui a donné lieu à un format plus axé sur le dialogue pour notre réunion de format Varsovie de juin 2024* ».

Le format de réunion Varsovie est né en 2010 de l'idée d'une nouvelle plateforme en dehors des structures formelles du Conseil de l'Arctique, qui permettrait aux États observateurs de s'engager directement auprès de la présidence du Conseil. Alors qu'au départ, le format mettait l'accent sur la science et la recherche polaire en cours, il y a eu un désir et une tendance depuis 2017 à orienter davantage le format de Varsovie vers un instrument de politique étrangère. La pandémie, puis la pause des réunions officielles du Conseil de l'Arctique ont interrompu la réunion de Varsovie jusqu'à ce qu'elle reprenne sous la présidence norvégienne en septembre 2023.

Ainsi, la participation de la France à ces réunions est cruciale pour être impliquée dans la gouvernance arctique.

Publication du rapport annuel 2023 du Secrétariat du Conseil de l'Arctique

En mai 2024, le secrétariat du Conseil de l'Arctique (CA) a publié son [rapport annuel](#). Le document retrace les événements majeurs depuis la transition de présidence de la Russie à la Norvège en mai 2023. Revenant sur les étapes de la reprise progressive des travaux du Conseil de l'Arctique sous la présidence norvégienne, le document montre le rôle clef joué par le secrétariat du CA et la professionnalisation du CA depuis sa création il y a 10 ans en 2013.

Par ailleurs dans un [entretien](#), le chef norvégien des SAO, Morten Høglund a annoncé la tenue de deux événements en 2025. Une conférence de la jeunesse arctique aura lieu en janvier 2025 à Tromsø, en Norvège – créée par et pour la jeunesse arctique. De plus, la première conférence internationale sur la gestion des urgences dans l'Arctique se tiendra en mars 2025 à Bodø, en Norvège. La présidence norvégienne travaille en étroite collaboration avec le groupe de travail du CA sur la prévention, la préparation et la réponse aux situations d'urgence (EPPR) et avec d'autres partenaires sur un programme solide visant à répondre aux défis et aux risques émergents.

Compte rendu du *Arctic Congress*, 29 mai – 3 juin, Bodø, Norvège

Du 28 mai au 4 juin, la ville norvégienne de Bodø a accueilli l'*Arctic Congress*, un événement rassemblant en une seule trois conférences arctiques ([Arctic Congress, mai 2024](#)) : le congrès d'UArctic, le congrès international des sciences sociales de l'Arctique (ICASS XI) et le High North Dialogue. L'*Arctic Congress* a été organisé par l'Institut de recherche du Nordland et l'Université du Nord et s'est aligné sur les priorités de la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique ([Conseil de l'Arctique, mai 2024](#)).

Environ 1 200 chercheurs, experts et acteurs politiques arctiques se sont réunis durant quatre jours. **L'alignement des thèmes du congrès sur les priorités de la présidence norvégienne n'a pas plu aux chercheurs dénonçant une « politisation » d'ICASS, conférence traditionnellement purement académique.** Par ailleurs la combinaison avec High North Dialogue a signifié que les diplomates et représentants du monde politique pouvaient aussi participer aux panels scientifiques, transformant ICASS en un événement similaire aux autres conférences arctiques comme *Arctic Circle* ou *Arctic Frontiers*. Malgré tout, la très forte présence de chercheurs et l'organisation moins professionnelle que les autres grandes conférences ont rendu les discussions plus académiques et scientifiques.

Juste avant le début de la conférence, le média norvégien NRK a publié un article sur les potentielles menaces d'espionnage d'agents russes lors de la conférence ([NRK, mai 2024](#)) tandis que l'absence de scientifiques russes est de plus en plus critiquée par les scientifiques et que plusieurs sessions étaient dédiées à la question de comment reprendre le dialogue à un niveau individuel avec les collègues russes et les implications politiques.

L'habituel panel des ambassadeurs du High North Dialogue a eu lieu avec la participation de l'ambassadrice française en Norvège et la secrétaire d'État des affaires étrangères norvégienne Maria Varteressian. Au niveau politique, la présidence norvégienne du CA a encore une fois été saluée par tous.

On peut noter une conclusion d'une des nombreuses sessions sur l'avenir de la gouvernance arctique qui soulignait l'importance d'avoir un CA fonctionnel pour que les États arctiques se sentent assez « en sécurité » pour laisser les acteurs extérieurs entrer dans d'autres formes de coopération à l'instar du CAOFA.

Réunion avec les Participants permanents du Conseil de l'Arctique en marge de l'*Arctic Congress*

Pour la troisième fois depuis le début de la présidence norvégienne en mai 2023, la présidence norvégienne a organisé une réunion avec les représentants des six participants permanents afin d'encourager la collaboration et les objectifs communs. À l'ordre du jour figuraient des discussions sur le renforcement de la participation aux projets des groupes de travail, la planification stratégique et un dialogue avec l'équipe de la présidence entrante du Royaume du Danemark. Plus de 30 participants étaient présents pour la réunion hybride qui s'est tenue à Bodø, en Norvège, et en ligne en marge du Congrès arctique Bodø 2024. Parmi les délégués se trouvaient également des jeunes représentants des six organisations de peuples autochtones qui ont participé activement à l'ensemble de la réunion ([Conseil de l'Arctique, mai 2024](#)).

COP 3 du CAOFA, 14 juin 2024, Corée du Sud : Adoption du plan de mise en œuvre du programme conjoint de recherche scientifique et de surveillance mais pas d'accord sur les conditions de la pêche exploratoire dans l'Océan Arctique central

La troisième conférence des parties (COP 3) du moratoire sur la pêche dans l'océan Arctique central (CAOFA) s'est tenue le 14 juin à Incheon en Corée du Sud. L'accord sur les mesures de conservation et de gestion, qui réglementent généralement la pêche dans différentes mers et océans, était le principal point à l'agenda de la réunion des dix Parties à l'accord. L'accord signé en 2018 et entré en vigueur en 2021, fixe au 25 juin 2024 la date limite pour convenir de ces mesures ([WWF, juin 2024](#)).

Cependant les 10 Parties n'ont pu se mettre d'accord sur un ensemble complet de mesures de conservation et de gestion. Les parties ont donc convenu de reporter la date limite à la prochaine conférence, prévue en juin 2025 en Norvège. **Tant que ces règles n'auront pas été approuvées, aucune pêche exploratoire ne pourra avoir lieu et le moratoire reste en place jusqu'en 2037.** En effet, une mesure provisoire de conservation et de gestion de la pêche exploratoire a été adoptée, qui interdit la pêche exploratoire dans la zone de l'accord pendant que les parties continuent de négocier des mesures de conservation et de gestion de la pêche exploratoire ([WWF, juin 2024](#) ; [ICC, juin 2024](#)). Parmi les sujets qui doivent encore être définis, WWF, présent comme observateur aux COP, cite les points suivants : la procédure d'adoption des plans de pêche ; comment assurer le respect des règles par les navires de pêche ; quels écosystèmes marins vulnérables sont à protéger ([WWF, juin 2024](#)).

Par ailleurs, le plan de mise en œuvre du programme conjoint de recherche scientifique et de surveillance (JPSRM) a été adopté, avec une forte inclusion des connaissances autochtones dans le texte approuvé, ce qui a été salué par l'*Inuit Circumpolar Council* (ICC). Les parties doivent désormais veiller à ce que le groupe de coordination scientifique mette en œuvre ce plan de recherche dans les années à venir. Les contributions des Inuits au plan de mise en œuvre du JPSRM apportent une compréhension holistique de l'écosystème marin arctique, qui tient compte des relations entre les composantes interdépendantes de l'écosystème et inclut les Inuits comme partie intégrante de l'écosystème ([ICC, juin 2024](#)).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Un continuum entre les espaces extra-atmosphériques et aériens dans les activités de recherche et de surveillance arctiques

Les régions arctiques présentent un intérêt stratégique pour la recherche spatiale et notamment dans le domaine météorologique car les prédictions dans ces régions sont encore peu fiables. L'ESA a lancé un projet qui permettrait une couverture météorologique efficace de ces régions mais améliorerait aussi notre compréhension de la météo et des climats dans d'autres régions du monde. La recherche spatiale de pointe s'incarne en Arctique par des partenariats entre des acteurs à la pointe de la technologie, incarnés dans le projet entre l'entreprise coréenne Perigee et le centre de lancement suédois d'Esrange. Enfin l'espace aérien fait l'objet de nombreux projets en Arctique car son caractère stratégique rend la surveillance aérienne nécessaire.

L'Arctique attire de nombreux acteurs de la recherche météorologique et climatique, à la fois pour mieux prévoir la météo à court terme, et consolider les tendances et projections à long terme, dans la région et à l'échelle du climat mondial. L'Agence Spatiale Européenne (ESA) va lancer un satellite météorologique spécialement adapté à l'Arctique depuis la Californie dont la mission première est la prévision météorologique à court terme dans la région polaire. **Il s'agit d'un prototype pour une future constellation de satellites Eumetsat-Sterna (EPS-Sterna) (ESA, 17 juin 2024).** Placée à une altitude de 595 kilomètres, la constellation EPS-Sterna sera composée de vingt satellites au total, six satellites seront répartis sur trois plans avec deux satellites de rechange, d'une durée de vie de cinq ans. Ces satellites, transportant chacun une sonde à micro-ondes de pointe, tendent également à améliorer les prévisions météorologiques à l'échelle mondiale en fournissant des données d'humidité et de température grâce à des profils verticaux haute résolution, utilisés pour la recherche sur le changement climatique ([Arctic Today](#), 18 juin 2024). Ils permettent *a priori* l'observation de 90% du globe en maximum cinq heures ([EPS Sterna | EUMETSAT](#)). Ce système bénéficiera essentiellement aux pôles qui n'étaient observés jusque-là que par des satellites géostationnaires traditionnels disposant de peu de visibilité sur les zones polaires. D'autres types de satellites, en orbite polaire, ont été conçus pour pallier cette limite mais ne font pas des prévisions de court terme ([Eye on the Arctic](#), 5 avril 2024). L'Institut météorologique norvégien prévoit que ces satellites auront une meilleure prévision des orages, mais aussi des données de meilleure qualité pour l'aviation, l'énergie éolienne et la sécurité routière. Ces données seront utiles aussi bien dans la région arctique suite à l'intensification des activités humaines dans ces régions, que dans le reste du monde qui fait face à de nouveaux aléas. EUMETSAT (*European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites*) souligne [les avantages sociaux et économiques d'EPS-Aeolus et d'EPS-Sterna](#). En effet, les événements climatiques et météorologiques affectent humainement et économiquement l'Europe. Ce rapport quantifie les bénéfices que les États membres d'EUMETSAT pourraient retirer à 52,8 milliards d'euros par an car chacun des projets réduit les erreurs de prévisions météorologiques numériques qui sont sources de pertes économiques voire humaines.

Cependant, l'Arctique est aussi un lieu où la recherche spatiale de pointe prend place. [La Suède et la Corée du Sud ont signé un partenariat pour envoyer des satellites depuis le centre de lancement orbital d'Esrange](#), inauguré par la SSC (*Swedish Space Cooperation*). Le premier lancement de satellite est prévu pour 2025 et se traduit par un partenariat pour l'élaboration des fusées de PVC avec Perigee Aerospace Inc. dans le projet de mise au point des fusées Blue Whale 1 (BW1). Ce projet vise à rendre la fusée *a priori* réutilisable, elle sera dotée d'un moteur unique avec un carburant composé de méthane et d'oxygène liquide, rejetant moins de polluants carbonés. Ce centre vise à se doter d'une dimension stratégique en Europe, résultant de la coopération entre le centre de lancement d'Esrange et le développement par l'entreprise coréenne Perigee des BW1. Mais ce projet n'est que la première étape car d'autres rampes de lancement sont en préparation, associées au projet européen d'élaboration de fusées réutilisables Themis ([sscspace](#)). Selon Perigee, le programme d'essais de vol commercera à la fin de l'année 2024 avec un horizon pour les vols commerciaux en 2025. L'entreprise justifie son choix du site d'Esrange en raison de sa latitude élevée et de sa faible densité de population en-dessous de la partie initiale de la trajectoire ([perigee.space](#)).

Enfin, **l'Arctique est un espace stratégique dont la surveillance justifie le développement de projets spatiaux ou aériens. La Norvège et le Danemark ont signé un accord pour renforcer la surveillance par drones de l'Arctique.** Un budget de 400 millions de dollars a été accordé à un projet danois de développement de drones longue portée pour assurer la surveillance de l'Arctique et l'Atlantique nord ([High North News](#), 24 janvier 2024). Ce projet s'appuie notamment sur la mise en place de radars d'alerte aérienne sur les îles Féroé. L'objectif du Danemark à travers ce dispositif est de faire de la région une zone à faible tension, ce qui explique que ces drones ont à la fois une destination civile et militaire en visant à renforcer la surveillance dans une région comprise en l'Islande, le Groenland et le Royaume-Uni. Suite à cet accord de défense, le Danemark et la Norvège ont décidé de coopérer pour renforcer la surveillance de la région. Une lettre d'intention a été publiée concernant la coopération en matière de drones : « *Les drones à longue portée sont l'un des investissements dans le Norwegian Defense Pledge pour renforcer la capacité de surveillance des zones océaniques du nord. Il s'agit d'une nouvelle capacité pour la Norvège et les forces armées norvégiennes. Par conséquent, nous voulons coopérer avec nos alliés, avec lesquels le Danemark est un partenaire pertinent* », a déclaré le ministre norvégien de la Défense Bjørn Arild Gram ([High North News](#), 29 mai 2024). Ce projet démontre une utilisation intensifiée de l'espace aérien, aussi bien qu'atmosphérique, en Arctique, résultant ainsi en un continuum entre l'espace extra-atmosphérique utilisé pour la recherche spatiale et l'espace aérien à des fins de surveillance.

Un renforcement de la coopération sécuritaire entre l'UE et la Norvège

Bien que n'étant pas membre de l'Union européenne, plusieurs accords sécuritaires et administratifs unissent Bruxelles et la Norvège. Le 28 mai dernier, [un nouvel accord a été signé entre l'UE et la Norvège](#), lors du Forum Schuman. Celui-ci concerne une coopération accrue en matière de sécurité et de défense. Déjà membre de l'OTAN, la Norvège souhaite renforcer son volet sécuritaire avec l'Europe. Selon le ministère de la Défense norvégien, [les initiatives sécuritaires de l'UE viennent compléter et appuyer celles de l'OTAN](#).

Dans cet accord intitulé « *Security and defence partnership between the European union and Norway* », plusieurs éléments sont rappelés :

- La sécurité et la prospérité de la Norvège et de l'UE sont interconnectées et interdépendantes ;
- La Norvège est le partenaire le plus étroitement associé à l'UE, y compris dans le domaine de la sécurité et de la défense ;
- La Norvège contribue à la sécurité intérieure de l'Europe en adhérant à la coopération de Schengen, y compris le contrôle national de la frontière extérieure de Schengen au nord vers la Russie, et participe aux opérations de Frontex aux frontières extérieures de l'UE au sud.

En plus de ces rappels, [l'accord prévoit de renforcer la coopération sur de nombreuses questions sécuritaires](#). Il s'agit tout d'abord du soutien à long terme à l'Ukraine que Bruxelles et Oslo souhaitent poursuivre. De plus, l'UE et la Norvège envisagent de renforcer la coopération en matière de sécurité maritime. Les deux parties consolident la coopération en matière de protection des infrastructures critiques, y compris les câbles sous-marins et les pipelines. De manière plus générale, l'UE a donné son accord pour que la Norvège s'implique davantage dans les initiatives de défense de l'UE, en particulier en ce qui concerne la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Enfin, la coopération est renforcée dans le domaine spatial, cyber, dans la lutte contre les menaces hybrides, la désinformation, le contre-terrorisme, le désarmement et la médiation des conflits.

Publications des Instituts de recherche

Vers une remise en question du modèle d'exploitation des forêts en Finlande et en Suède ?

Dans [un article publié fin mai dernier](#), des chercheurs finnois du *Journal of Land Use Science* discutent la pertinence de l'approche *One Health* en Arctique, avec l'exemple de la sylviculture en Finlande et en Suède. En 2020, ces deux pays étaient recouverts à 70% par des forêts. La sylviculture s'est peu à peu ancrée au cœur de l'économie de ces deux pays. Elle a permis à la Finlande de s'inscrire dans un modèle d'État-providence de premier ordre après la Seconde Guerre mondiale. L'industrie forestière a contribué à l'élévation générale du niveau de vie en Suède et en Finlande, en particulier dans les régions moins peuplées. Les forêts ont ainsi été qualifiées d'« or vert » dans les deux pays. Depuis l'entrée des deux pays nordiques dans l'Union européenne, et depuis le Pacte vert européen de 2020, l'Union a pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Bruxelles joue un rôle majeur dans la protection de l'environnement. Les forêts scandinaves sont donc au centre d'un dilemme : le bois, d'autant plus nécessaire pour un avenir sans carbone, doit être davantage protégé. Les conflits entre acteurs forestiers (tourisme, entreprises forestières, pouvoirs publics, particuliers) se multiplient aujourd'hui, compromettant un modèle économique initié depuis plusieurs décennies.

Le verdissement de l'Arctique comme conséquence du changement climatique

Une [étude](#) (18 juin 2024) de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) observe la capacité de la lumière solaire à atteindre le fond de la glace de mer où se trouvent des algues. Les données utilisées proviennent d'une collaboration baptisée Cryo2ice entre les missions CryoSat de l'ESA et ICESat-2 de la NASA. La mission Earth Explorer CryoSat a deux objectifs : étudier la fonte des glaces arctiques dans une perspective de long terme de suivi des effets du changement climatique et mesurer la pénétration de lumière à travers la glace arctique. Cette analyse se fonde sur l'estimation de la disponibilité en lumière sous la glace. Avec le changement climatique, la fonte des glaces s'accélère, augmentant alors la capacité de photosynthèse des algues. La lumière qui atteint les algues est cartographiée pour déterminer le moment et la quantité d'algues en prolifération. L'étude démontre que la prolifération d'algues conduit à la multiplication du zooplancton, à la base de la chaîne alimentaire des écosystèmes arctiques. L'épaisseur de la glace ainsi que la quantité de neige présente sur la glace sont calculées grâce au satellite CryoSat, ce qui a permis de dégager deux conclusions principales. Tout d'abord les régions méridionales connaissent une prolifération d'algues de manière plus précoce. De plus, la neige est un facteur déterminant dans la prolifération des algues car les années avec de fortes chutes de neige, elle empêche la pénétration de la lumière et donc le développement des algues. Or la tendance actuelle est à la diminution de l'épaisseur de la neige de manière généralisée dans l'Arctique. Un modèle a été conçu qui souligne que les proliférations d'algues commencent quinze jours plus tôt par décennie dans les régions au sud. Cependant, la prolifération des algues n'est pas un fait positif pour l'Arctique car ce phénomène perturbe les écosystèmes arctiques, réduit les nutriments présents dans les eaux de surface et conduit même à la prolifération d'algues nocives ([The Arctic Institute](#), 21 juin 2024). Cela soulève alors un potentiel problème de santé publique car parmi les algues en prolifération, certaines contiennent des neurotoxines qui peuvent être mortelles pour les humains et affectent donc en première ligne les populations autochtones.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le *SFT Turkey* deviendrait le premier navire non de classe glace à transporter des conteneurs à travers l'océan Arctique. Le permis officiel révèle l'intention du navire d'effectuer un voyage aller-retour à travers l'Arctique, de l'Europe vers l'Asie, puis vers l'Europe entre août et octobre. Le *SFT Turkey* est limité quant à l'endroit et au moment où il peut voyager sur le NSR. Les navires de classe non-glace sont généralement autorisés sur la route entre le 1^{er} juillet et le 15 novembre. L'administrateur de la route a déjà délivré des permis à six méthaniers hors glace ([HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 4 juin 2024).

Un centre de secours du ministère des Situations d'urgence sur la route maritime du Nord a été ouvert à Tchoukotka (Pevek, la ville la plus septentrionale de la Russie). Basé sur un concept de combinaison d'une unité de sauvetage, d'une unité de contrôle et d'une unité d'aviation, le projet *Arctic Center* fait partie du programme de développement des infrastructures de la RMN pour 2035. Il vient compléter le dispositif des centres de secours arctiques déjà existants de Sabetta, Dikson, et Tiksi. Le programme en annonce la construction de 13 en tout ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 5 juin 2024).

L'usine Arctic LNG 2 de Novatek est maintenant inactive depuis près de 6 mois. Les deux premiers des cinq navires Arc7 en construction dans un chantier naval russe pourraient être disponibles plus tard cette année et commencer les exportations de GNL depuis l'installation. Novatek semble confiante dans sa capacité à achever son usine Arctic LNG 2 telle que conçue, malgré une multitude de sanctions occidentales. Novatek prévoirait de remorquer la [seconde ligne au mois de juillet 2025](#) et la 3^{ème} et dernière ligne de production d'Arctic LNG 2 depuis le chantier de construction de Mourmansk jusqu'à la péninsule de Gydan en juillet 2026. Malgré des sources qui indiquent que la 3^{ème} ligne pourrait être utilisée pour le prochain projet de la société, Mourmansk LNG, cela semble désormais peu probable puisque le calendrier de Novatek confirme que GBS 3 se dirigera vers la péninsule de Gydan comme initialement prévu.

La société sud-coréenne Samsung Heavy Industries va déposer une plainte auprès du Centre d'arbitrage international de Singapour contre le complexe de construction navale de Zvezda en raison de la résiliation de contrats d'une valeur de 4,2 milliards de dollars. Selon SHI, Zvezda a récemment annulé unilatéralement des accords de 4,2 milliards de dollars signés en 2019 et 2020, selon lesquels la société sud-coréenne devait fournir des équipements pour 15 méthaniers et 7 tankers en construction. 5 méthaniers Arc7 ont déjà été livrés. SHI a refusé de produire des blocs et des équipements pour 10 des 15 navires GNL en raison des sanctions américaines. 15 tankers Arc7 sont en cours de construction à Zvezda pour le compte du projet Arctic LNG 2 de NOVATEK ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru) ; 13 juin 2024 ; [Neftegaz.ru](https://www.neftegaz.ru), 13 juin 2024 ; [TheKoreanTime.co.kr](https://www.thekoreantime.co.kr) 18 juin 2024 ; [LNGprime.com](https://www.lngprime.com), 14 juin 2024).

Le développement de l'Arctique et de la route maritime du Nord sera assuré par une commission spéciale relevant du Conseil d'État de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine l'a annoncé lors de la séance plénière du Forum économique international de Saint-Pétersbourg en début de mois. Les entreprises russes et chinoises ont signé un accord sur la navigation toute l'année le long de la RMN. Le directeur général de JSC Rosatom Arctic et du chinois Hainan Yangpu New New Shipping (PRC) ont signé un [accord d'intention](#) visant à organiser toute l'année une ligne de conteneurs entre la Russie et la Chine utilisant les eaux de la RMN. L'un des objectifs de ce travail commun est la construction de navires arctiques de grande qualité pour le transport de conteneurs. Une ligne régulière de porte-conteneurs de NewNew Line Shipping relierait les ports de Chine et les ports d'Arkhangelsk, de Saint-Pétersbourg et de Kaliningrad le long de la RMN. En 2024, il est prévu opérer 8 à 10 porte-conteneurs sur la route NSR.

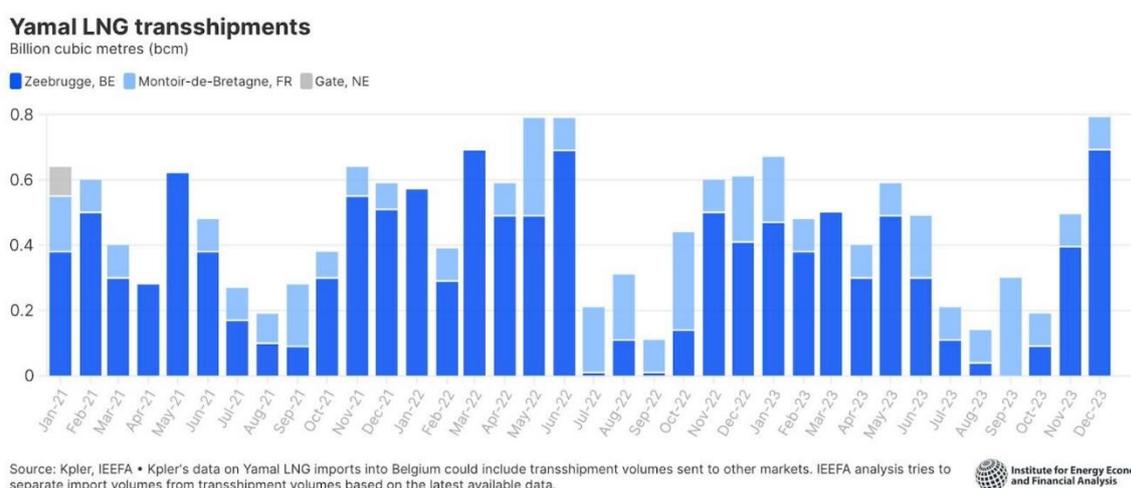
Chargé jusqu'à 38 000 tonnes de pétrole, le pétrolier *Shturman Skuratov*, long de 245 mètres, effectue cette année la première expédition en transit sur la RMN. Malgré d'importantes concentrations de glace de mer, le pétrolier navigue sans l'assistance d'un brise-glace. Il fait partie d'une flotte de 6 pétroliers qui desservent normalement le champ pétrolier de Novy Port dans la péninsule de Yamal. Le pétrolier est doté d'une classe glace Arc7, capable de progresser sans assistance dans de la banquise de 1,8 m d'épaisseur. NOVATEK a envoyé, le 21 juin, le premier chargement de GNL vers l'est le long de la RMN depuis Yamal LNG. Le premier lot estival de GNL est transporté



par le pétrolier Arc7 Eduard Toll (gCaptain.com, 6 juin 2024 ; Korabel.ru, 7 juin 2024 ; Pro-Arctic.ru, 6 juin 2024 ; gCaptain.com, 20 juin 2024 ; TheBarentsObserver.com, 21 juin 2024 ; Pro-Arctic.ru, 24 juin 2024 ; gCaptain.com, 24 juin 2024).

Pour diversifier les **expériences touristiques dans l'Arctique**, de nombreux opérateurs proposent désormais des croisières scientifiques où les touristes peuvent participer à des expéditions polaires. Cependant, cette tendance émergente présente certains défis en matière de tourisme durable et de protection des environnements vulnérables. La chercheuse Elina Hutton affirme que presque tous les opérateurs de tourisme de croisière vendant des activités scientifiques citoyennes font du *greenwashing* (HighNorthNews.com, 7 juin 2024).

La Russie continue d'envoyer la quasi-totalité de la **production de GNL** et de condensats de gaz de Yamal LNG vers l'Europe. Au cours des 120 premiers jours de 2024, **les États membres de l'UE ont réceptionné près de 100 expéditions**, chacune d'une valeur de l'ordre de 40 millions de dollars. **Les livraisons ont atteint un nouveau sommet au cours des quatre premiers mois de 2024, détaille un nouveau rapport du Centre norvégien de logistique du Grand Nord**. Entre le 1^{er} janvier et le 30 avril, les États membres de l'UE – principalement la France, la Belgique et l'Espagne – ont pris livraison de 89 cargaisons de GNL provenant du projet Yamal LNG. En 2023, 3,77 milliards de m³ de Yamal LNG ont été transbordés par Zeebrugge, 1,83 milliards de m³ par Murmansk en Russie et 1,48 milliards de m³ par Montoir-de-Bretagne. Une partie de ces flux correspondait à des volumes de GNL importés par les pays européens et le reste à des volumes de GNL de Yamal transbordés à Zeebrugge et Montoir-de-Bretagne et envoyés vers des marchés en dehors de l'Europe (HighNorthNews.com, 12 juin 2024 ; leefa.org, 24 juin 2024).



Les pays de l'Union européenne ont adopté un 14^{ème} paquet de sanctions contre la Russie. Les nouvelles restrictions sur le gaz visent à réduire les revenus russes provenant des exportations de gaz naturel liquéfié GNL en interdisant les transbordements dans les ports de l'UE. Ces mesures ne vont pas jusqu'à une interdiction par l'UE des importations de GNL, qui ont augmenté depuis le début de la guerre. Les sanctions entreront en vigueur après une période de transition de 9 mois. Les experts du marché du gaz estiment que cette mesure aura probablement peu d'impact, car l'Europe achète toujours elle-même du gaz russe et les transbordements via les ports de l'UE vers l'Asie ne représentent qu'environ 10 % des exportations totales de GNL russe. Un responsable européen a déclaré que le coût estimé pour la Russie se chiffrerait en millions d'euros plutôt qu'en milliards. Certains pays d'Europe centrale reçoivent encore du gaz en provenance de Russie via l'Ukraine. Les deux unités de stockage flottantes russes FSU Saam et Koryak, plateforme de transbordement aux extrémités de la RMN, nécessaires à exporter du GNL vers l'Europe et l'Asie ont également été sanctionnées. Il faudra des mois pour que l'impact de cette interdiction, dont l'entrée en vigueur est prévue en mars 2025, se fasse sentir. En prévision des sanctions, Novatek a commencé à constituer une flotte croissante de méthaniers. Les signes d'un effort russe pour préparer une « flotte noire » de GNL dans l'Arctique continuent de se multiplier (HighNorthNews.com, 3 juin 2024 ; gCaptain.com, 13 juin 2024 ; HighNorthNews.com, 17 juin 2024 ; Korabel.ru, 18 juin 2024 ; gCaptain.com, 28 juin 2024).

La **société RN-Vankor** (qui fait partie du complexe de production pétrolière et gazière de Rosneft) a **achevé pendant l'hiver la livraison de marchandises vers les installations de production du projet pétrolier Vostok**, situé au nord de la péninsule de Taïmyr. 14 cargos et 4 pétroliers ont effectué 55 voyages depuis les ports de Mourmansk et d'Arkhangelsk, escortés à chaque fois par des brise-glaces. Le projet Vostok Oil prévoit de produire 100 MT de brut d'ici la fin de la décennie (Korabel.ru, 18 juin 2024 ; Rosneft.ru, 18 juin 2024).



Les garde-côtes norvégiens prennent livraison de leur 3^{ème} OPV (*Offshore Patrol Vessel*). Après la mise en service en 2023 des deux premières unités de cette série, le *Jan Mayen* et le *Bjørnøya*, le constructeur norvégien, filiale du groupe italien Fincantieri, achève avec le *Hopen*, un programme de 700 millions d'euros notifié en juin 2018. Ces bâtiments mesurent 136,4 m de long pour 21,4 m de large pour un déplacement de 9 612 T. Les OPV de la classe glace 1A Jan Mayen sont conçus pour naviguer dans l'Arctique. Ils remplacent la série vieillissante des patrouilleurs de la série Nordkapp ([MeretMarine.com](https://www.meretmarine.com), 13 juin 2024).

Au 1^{er} juillet, l'interdiction de l'Organisation maritime internationale sur l'utilisation et le transport de fioul lourd par les navires arctiques entrera en vigueur. Une exemption est cependant accordée aux navires des États arctiques jusqu'en 2029, ce qui fait dire aux associations de protection de l'environnement que cette mesure n'est pas suffisante pour la sauvegarde des espaces arctiques ([HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 18 juin 2024).

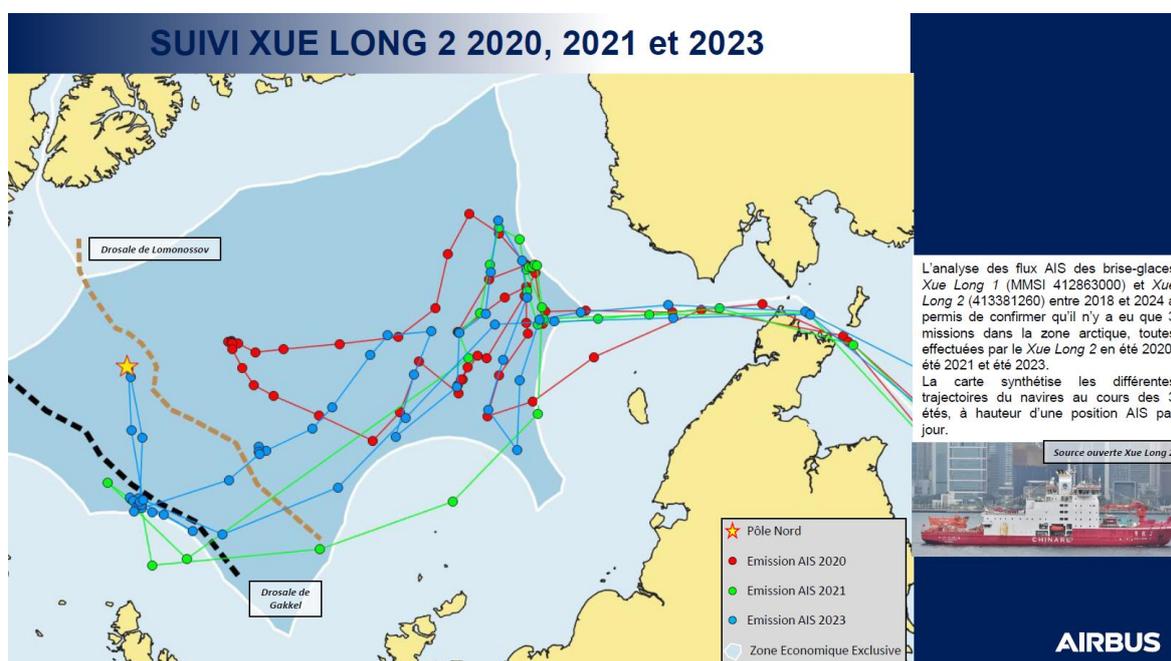


Figure 1 : Activité du brise-glace chinois Xue Long2 durant les étés 2020 à 2023 (@[Airbus Defense / space](https://twitter.com/AirbusDefenceSpace))